

Les lignes TEC à Saint-Servais

Les TEC maintiennent leur décision de modifier les lignes 11 et 2b. DéFI estime que les mesures d'accompagnement ne suffisent pas.

La grogne des usagers des lignes 11 et 2b n'a pas suffi à faire plier les TEC Namur-Luxembourg. Ils ont confirmé, par communiqué, la modification prochaine des itinéraires des lignes 11 et 2b à Namur. Elle entrera en vigueur en juillet. La société de transports met en avant l'accessibilité du réseau secondaire de Saint-Servais pour justifier leur choix. Leur décision aura pour conséquence de contraindre bon nombre d'habitants d'effectuer plusieurs centaines de mètres, sur un terrain accidenté, pour rejoindre les nouvelles lignes.



Par des aménagements de voirie, empêcher les voitures de se garer dans les virages où elles bloquent les bus.

Nous ne comprenons pas l'apathie de la majorité. La mobilité, c'est un enjeu capital de proximité. Les TEC vont affecter le quotidien de milliers de Namurois et nos élus ne bougent pas.

La section DéFI Namur demande que le Collège convoque, sans attendre, une réu-

nion de concertation avec les TEC Namur-Luxembourg. Il faut tabler sur l'intelligence et l'expérience des Namurois. La concertation est au point mort. C'est regrettable d'autant que des solutions existent.

En matière de propositions, la section DéFI Namur avance plusieurs pistes.

Elle préconise des aménagements de voirie. L'explosion du nombre de voitures rend difficile la mobilité dans les petites rues. Il faut les aménager pour empêcher, notamment, que les automobilistes continuent de se garer dans les virages et empêchent la circulation normale des bus.

Elle estime qu'il faut revoir le plan de mobilité. La rue du Beau Vallon, par exemple, peut être mise en sens unique pour faciliter le passage des bus. D'autres suggestions existent.

Le processus n'est, en outre, peut-être pas terminé. On évoque des modifications similaires sur les lignes 3, 5, 8 et 9. Les TEC Namur-Luxembourg menacent de détricoter notre réseau pour des motifs budgétaires. Ce n'est pas acceptable. Les citoyens méritent des éclaircissements et des précisions quant aux intentions des TEC. ■

Cédric BARBIAUX,
président de DéFI Namur